

Ni morts ni vivants : disparus



Des milliers de personnes se sont rassemblées à Montevideo, la capitale de l'Uruguay, devant le Mausolée aux disparus en Amérique Latine pour réaliser une marche silencieuse et pour exiger la vérité et la non-répétition de ces actes brutaux qui font encore souffrir un grand nombre de familles.

Tous les 20 mai depuis 24 ans, des proches, des amis et des sympathisants se rassemblent dans cette ville sud-américaine pour condamner l'une des pires formes de terrorisme d'état qui a ensanglanté la région durant les premières décennies du siècle dernier.

Au cours de la période obscure des dictatures militaires qui ont exterminé à feu et à sang des centaines de milliers de personnes, une pratique cruelle a été appliquée, les disparitions forcées, nom que l'on donne à l'enlèvement de civils par les appareils de sécurité de l'état.

Environ 100 mille hommes, femmes, et même des enfants, ont couru ce triste sort et la moitié d'entre eux dans un seul pays, au Guatemala où les excès commis par les militaires feraient pâlir d'envie les criminels les plus brutaux de l'Allemagne nazie.

50 mille autres disparitions ont été enregistrées dans le Cône Sud de l'Amérique Latine et dans presque tous les cas, la transnationale du crime connue comme Opération Condor se trouve derrière ce fléau. C'est un pacte criminel promu et contrôlé par les États-Unis.

Malheureusement au Guatemala, les disparitions sont remplacées par un crime aussi terrible voire plus : l'oubli. Il n'y a pas de manifestations pour exiger la vérité et la douleur s'est circonscrit aux murs des

foyers.

Les élus sont plus occupés à faire des lois garantissant leurs privilèges et leur impunité et les militaires insistent à s'en lasser à nier qu'il y a eu un génocide.

Heureusement l'étincelle ne s'est pas éteinte dans tous les endroits et la marche annuelle de Montevideo et d'autres villes uruguayennes, qui se sont étendues cette année à Paris, à Madrid, à Buenos Aires et à Santiago du Chili, sont une lueur d'espoir pour ceux qui vivent dans l'incertitude au sujet du sort de leurs êtres aimés.

La disparition forcée est un acte cruel, qualifiée comme délit de lèse humanité. C'est un délit qui ne prescrit donc pas et il est poursuivi dans le monde entier. L'on considère qu'il continue à être commis tant que l'on ignore le sort de la victime et en cas de mort, où se trouvent ses restes.

Comme le signalent les activistes, la vérité est dans les casernes, aux archives des forces armées, dans les documents que maintiennent en secret les appareils d'intelligence des États-Unis.

La vérité, aussi, est la seule garantie du fait que ces excès ne se répèteront jamais et que jamais plus des dizaines de milliers d'êtres humains ne resteront cachés dans l'ombre, ni vivants ni morts, simplement disparus.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/191438-ni-morts-ni-vivants-disparus>



Radio Habana Cuba